

AMAR TOU À PROPOS DE LA PLAINTE DÉPOSÉE CONTRE LES PARAMÉDICAUX :

«Que chacun assume ses responsabilités!»

«Chacun assume ses responsabilités», a déclaré hier le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, M. Amar Tou, en marge des travaux du congrès national de la chirurgie cardiovasculaire, qui s'est tenu à l'hôpital militaire de Ain Naâdja.

Rosa. Mansouri - Alger (Le Soir) - Interrogé sur la plainte déposée par son département contre le syndicat des paramédicaux, suite au débrayage de trois jours auquel a appelé cette profession la semaine dernière, le ministre a souligné que «le recours à la justice est un acte responsable pour la défense du secteur public». Le ministre ne reconnaît pas la grève des paramédicaux et ne se gênera pas de recourir aux mêmes

procédés, à chaque fois qu'une action similaire est engagée. «Qui a dit qu'il y a une tension. Il n'y a rien. Tout va bien», dit-il encore, reniant complètement le mouvement de protestation qui s'organise pour le mois d'avril prochain par les différents corps médicaux. Interrogé sur la revendication des paramédicaux d'intégrer leur formation dans le système LMD, le ministre ne voit pas d'inconvénient, assurant que son département

défend ce nouveau système et que cette revendication est envisageable et que des propositions seront faites, dans ce sens, au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Le ministre ne va pas sans reconnaître le manque enregistré en effectif paramédical au niveau des hôpitaux. «Nous sommes en deçà des normes. Les postes budgétaires sont disponibles et nous n'arrivons pas à trouver des gens formés», appuie-t-il. Il est toutefois important de relever le changement de priorités chez le ministre de la Santé. Depuis quelques jours, ses interventions médiatiques mettent l'accent sur l'importance de l'ac-

cueil au niveau des établissements de santé. Il prête son attention particulière au mécontentement des malades face aux services dispensés par les hôpitaux, à l'accueil et à la prise en charge qui leurs sont réservés, tout en faisant la sourde oreille au mécontentement interne. Alors que l'un ne va pas sans l'autre. Le ministre est allé encore loin en assurant que les cliniques privées seront, à leur tour, sommées de garantir un accueil humain pour les malades, au même titre que ce qui est demandé au service public. Revenant par ailleurs au thème du congrès, le ministre ainsi que les spécialistes en cardiologie ont fait part des efforts fournis par

l'Algérie en matière de prise en charge de la maladie cardiovasculaire. Cependant, la prise en charge des malformations cardiaques chez l'enfant n'est pas encore à son stade avancé, en raison du manque de personnel qualifié. Une collaboration avec les autres pays est ainsi assurée pour la formation des spécialistes algériens à cette spécialité délicate de cardiopédiatrie. Avec les différents programmes de formation et la réception d'une clinique spécialisée pour enfants nés avec des malformations cardiaques, la maîtrise de cette spécialité est possible, selon le ministre, d'ici deux années.

R. M.

TIZI-OUZOU

La Nouvelle-Ville partiellement paralysée par des jeunes

Le quartier de la Nouvelle-Ville s'est réveillé, hier, dans une atmosphère qui rappelle les événements consécutifs à l'assassinat de Matoub en 1998 et de Guerham Massinissa en avril 2001.

L'odeur âcre des pneus brûlés à tous les coins de rue, des colonnes de fumée noire visibles de loin, des barricades érigées au niveau des intersections, les commerces aux rideaux baissés rappelaient aux habitants du quartier et aux passagers ces dures périodes de protestation populaire. Il ne manquait que la violence pour replonger la ville des Genêts dans le chaos de ces deux périodes qu'on aimerait ne plus jamais revoir, les services de sécurité s'étant, en effet, abstenus d'intervenir, permettant d'étouffer le mouvement.

La protestation, qui a commencé la veille dans la nuit, a partiellement paralysé, pendant presque toute la matinée, le quartier en signe de protestation contre l'affectation de l'ex-Souk El-Fellah, incendié en 1998, lors des événements qui ont suivi l'assassinat de Matoub Lounes, à des jeunes commerçants étrangers au quartier, soulevant ainsi l'ire des prétendants locaux qui ont ressenti ce geste des autorités comme du mépris à leur égard.

Il s'agit pour les autorités de délocaliser

l'actuel et vieux marché trabendo qui constitue une véritable plaie en plein centre-ville, face au stade du 1^{er} Novembre, où se trouvent installés quelque 200 à 300 jeunes pratiquant le commerce informel depuis des années avec des autorisations de l'APC pour les recaser dans l'ex-grande surface abandonnée au lendemain de son incendie.

Plusieurs tentatives de délocalisation avec promesse de recasement ont été faites par presque tous les walis qui se sont succédé à la tête de la wilaya de Tizi-Ouzou depuis 1990. Il s'agissait, à l'époque de A. Teboune, de construire, à la place de ce marché informel, un ensemble socioculturel comprenant parking, salles de sport, locaux de services et des logements sociaux. Le projet a changé plusieurs fois de contours sans jamais connaître un début de concrétisation.

L'ex-Souk El Fellah, devant accueillir les actuels locataires du marché de trabendo, a connu, lui aussi, plusieurs affectations depuis son incendie en 1998 par les manifestants qui protestaient contre l'assassinat de Matoub, attribué par certains courants politiques au pouvoir.

Il est resté à l'état de squelette calciné jusqu'à ces derniers jours où l'on peut constater des travaux de démolition de la

structure métallique en vue d'un aménagement destiné à recevoir les occupants dudit marché.

Plusieurs fois envisagée, notamment à l'ex-marché de gros, la délocalisation de ce marché, maintes fois repoussée pour des raisons qui demeurent obscures, a maintenant qu'on commence à passer aux actes, suscité la colère de ceux qui s'estiment prioritaires pour occuper ce lieu situé dans leur quartier.

Ils sont, en effet, près d'une centaine à faire du commerce notamment de fruits et légumes sur la voie publique dans ledit quartier. Ont-ils eu des promesses en ce sens ? Sont-ils venus volontairement à l'écart par mépris comme ils le pense ? Une seule chose est sûre, ils sont mécontents et ils l'ont fait savoir en plaçant des barricades à l'aide de plaques de signalisation arrachées, de pneus en feu, outre des objets divers et d'immenses panneaux métalliques récupérés du chantier de Souk El-Fellah.

A partir du carrefour du 20 Avril, l'immense quartier de la Nouvelle-Ville a été isolé du reste du chef-lieu jusqu'à 11 h où l'on a vu les agents de la Protection civile intervenir pour dégager les voies à la circulation automobile.

B. T.

ASSOCIATION EL BARAKA :

«Pour une retraite anticipée des travailleurs handicapés»

«Nous demandons que soient octroyés aux travailleurs handicapés les mêmes avantages qu'aux enfants de chouhada», revendique El Baraka, l'association nationale d'aide aux personnes handicapées.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Prenant appui sur de solides béquilles, l'association El Baraka mène un combat continu pour une égalité des droits et des chances. Et parce que l'insertion professionnelle est une nécessité pour la personne handicapée, El Baraka s'investit dans les différentes activités comme celles génératrices d'insertion sociale (AGIS) ou les activités génératrices de revenus (AGR) pour garantir l'égal accès aux concours et aux emplois publics à l'ensemble des candidats au travail. Mme Bouberrghout Flora, présidente de cette association, revient sur la problématique des travailleurs handicapés. Ses efforts ont pour but d'aboutir à un allègement de la durée des

heures de travail pour la personne handicapée et préserver ainsi sa santé. Pour ce faire, «l'association propose que soit mises en œuvre de nouvelles mesures concernant la retraite», souligne Mme Bouberrghout. Il s'agira d'apporter un amendement à la loi relative à la retraite en faveur des travailleurs handicapés.

En effet, la loi n° 02-09 du 8 mai 2002 relative à la protection et à la promotion des handicapés, se référant à la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, ne prévoit pas de mesures particulières pour les travailleurs handicapés. Dans cette optique, l'association met l'accent sur la nécessité d'appuyer cette loi par un article portant sur la mise à la retraite des

travailleurs handicapés. D'ailleurs, le secrétaire général de l'UGTA aurait été saisi par El Baraka afin de soutenir ce projet. «Nous demandons que soient octroyés aux travailleurs handicapés les mêmes avantages qu'aux enfants de chahid», explique Mme Bouberrghout. Soit la possibilité de prendre une retraite anticipée de moins 7 ans sur la durée légale du travail. Injustice, sinon aberration que d'octroyer à des personnes valides le droit à la retraite anticipée et d'en priver les personnes handicapées.

Les doléances de l'association se résument en la prise en charge palpable des travailleurs handicapés : «Les mesures d'accompagnement visant à les rendre autonomes ne suffisent pas à favoriser leur insertion professionnelle.» La présidente de l'association a souligné la nécessité de tenir compte du problème de l'accessibilité dans

tous les projets urbanistiques, en aménageant des espaces, voiries et accès «spécial handicapés». «Nous vivons la marginalisation, l'impossibilité de se mouvoir librement et en sécurité», s'est indignée Mme Bouberrghout. Cela étant, l'installation d'un conseil national sur l'accessibilité au ministère de la Solidarité réjouit la présidente.

Conseil auquel l'association souhaiterait prendre part. Enfin dans une ambiance très conviviale, l'association El Baraka a célébré mercredi dernier, au sein de ses ateliers à Ain Taya, le Mawlid Ennabawi.

Une cérémonie au profit des enfants handicapés et déshérités y a été organisée. De jeunes enfants handicapés accompagnés de leurs parents et entourés de bienfaiteurs ont pu savourer des moments de partage et de joie.

W. Z.

SECTION ALGÉRIENNE

D'AMNESTY

INTERNATIONAL

Une semaine de solidarité avec la femme algérienne

La section algérienne d'Amnesty international lève le voile sur un sujet longtemps considéré tabou : la violence à l'égard des femmes. A cet effet, AI organise une semaine de solidarité avec la femme maltraitée.

Des journées qui se veulent un moyen de sensibilisation et d'information sur un fléau qui ne cesse de prendre de l'ampleur. En Algérie, au Pakistan, en Tchétchénie ou en France, même si les formes de la violence se diversifient, le procédé demeure le même. Et les souffrances physiques et psychiques semblables. C'est ce que l'on retient des courts métrages projetés, hier, à cette occasion. Ainsi, on apprendra que les crimes d'honneur au Pakistan, font plus de trois cents femmes tuées chaque année. En France, une femme sur dix meurt des suites de violences conjugales. En Algérie, le nombre de femmes violentées avoisinerait 9 000 cas, dans une société où la femme est encline à subir dans le silence. Selon Meriem Messaoudi, chef de campagne et éducation aux droits humains à la section algérienne d'Amnesty international «les femmes ne dénoncent pas, surtout dans le cadre de relations «non légalisées». En effet, hors mariages, les femmes violentées sont souvent contraintes à taire leur souffrance, de peur des conséquences. Elles restent bâillonnées par les traditions et les idées reçues, qui font de la femme «une éternelle coupable». La journée d'aujourd'hui sera consacrée à la violence conjugale. Meriem Messaoudi axera les débats autour de la violence au sein du couple de manière générale. De l'exposé du cycle de violence au sein du couple en passant par la détermination des causes entraînant celle-ci, jusqu'à la définition des recours possibles pour y faire face, toutes ces questions seront passées au crible. Différentes associations à l'image du réseau Wassila, de la FIDH ou du ministère délégué chargé de la Famille participeront à ces journées durant lesquelles seront évalués les moyens déployés pour préserver la sécurité et l'intégrité physique et psychologique des femmes. Pour une prise en charge instantanée, il est «nécessaire de maintenir une porte ouverte entre les femmes victimes de violence et les réseaux d'aide». D'où l'importance de créer des centres d'écoute, et de se baser sur l'information. Une large campagne de sensibilisation sur la violence sera lancée dans quelques mois. Des initiatives seront menées pour dénoncer les politiques injustes et discriminatoires à l'égard des femmes. La prévention passe avant tout par la sensibilisation.

W. Z.